

Fred Rose, l'émissaire de Moscou

Pierre Anctil

Number 149, Spring 2022

Le Québec, nid d'espions communistes ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/98564ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Anctil, P. (2022). Fred Rose, l'émissaire de Moscou. *Cap-aux-Diamants*, (149), 14–18.



Fred Rose, à l'époque où il est député fédéral. Il est alors revêtu d'une nouvelle légitimité. Il ne siègera au parlement d'Ottawa que vingt mois à cause du scandale de l'espionnage soviétique au Canada qui a éclaté au grand jour en 1946. (Bibliothèque et Archives Canada.)

FRED ROSE, L'ÉMISSAIRE DE MOSCOU

par Pierre Ancil

En 1943, Fred Rose est le premier député communiste fédéral élu au Canada.

Premier et aussi dernier, car le scandale Gouzenko balayera tout peu de temps après son mandat et amoindrira les chances du parti dans le pays. Retour sur l'itinéraire tortueux de ce personnage politique.

Quand il voit le jour en 1907 à Lublin en Pologne, Fred Rose est un sujet de l'Empire russe. Fishel Rosenberg – son vrai nom – fait partie d'une communauté juive très importante dans cette région non russe de l'empire. La situation économique et sociale est délicate pour ce groupe religieux soumis à de nombreuses restrictions et parfois victimes de violences.

Fred Rose sera témoin dans sa jeunesse de la montée de la gauche juive au sein de l'Empire russe, mouvement entamé à la fin du XIX^e siècle. Certains courants sont alors voués au renversement de l'autocratie tsariste par la force. En 1897, des militants avaient d'ailleurs fondé à Vilnius, en

Lituanie, un parti politique connu sous le nom de Algemayner Yidisher Arbayer Bund, qui luttait pour l'émancipation des travailleurs juifs dans le cadre du socialisme.

L'ARRIVÉE À MONTRÉAL

En 1905, deux ans avant la naissance de Fred Rose, une série de soulèvements spontanés embrase l'Empire, autant dans les villes qu'à la campagne. Les populations urbaines juives y prennent part de manière significative et le pouvoir impérial est obligé de faire des concessions importantes. Emportés dans le tourbillon de la révolution, les Juifs progressistes assistent à la prise de pouvoir par Vladimir Ilitch Lénine en octobre 1917, dans les conditions dramatiques imposées par la Première Guerre mondiale. La Pologne renaît de ses cendres après le traité de Versailles en 1919, mais le nouveau pays donne naissance à de nombreuses

campagnes antisémites qui poussent les Juifs à l'exil.

L'année suivante, en 1920, Rose arrive à Montréal avec sa mère et les cinq autres enfants de la famille. Ils rejoignent Jacob Rosenberg, le père de la famille installé plus tôt dans la ville. Un vent de sympathie pour la gauche radicale souffle alors au sein de la population juive établie au pied du mont Royal. S'y côtoient, dans un concert de revendications toutes plus radicales les unes que les autres, les sympathisants des bundistes, des anarchistes, des communistes et des sionistes de gauche, sans compter les nombreux syndicalistes actifs dans l'industrie de la confection qui cherchent à améliorer la situation de la classe ouvrière de langue yiddish. Rose baigne dans un monde où les idées révolutionnaires sont monnaie courante et où la mobilisation sociale s'exprime au cours des nombreuses assemblées politiques qui ponctuent la vie du Plateau Mont-Royal.



Peter Bercovitch (1870-1942). D'origine juive est-européenne, il est le député provincial de la circonscription de Saint-Louis (Montréal) de 1916 à sa démission en 1938, date à laquelle il est élu au parlement fédéral sous la bannière libérale dans la circonscription de Cartier. C'est le décès subit de Bercovitch en décembre 1942 qui libère le siège de Cartier. Fred Rose va le ravir lors de l'élection partielle d'août 1943. (Archives juives canadiennes Alex Dworkin.)

L'ENTRÉE EN POLITIQUE

Faut-il s'étonner dans ces conditions que Rose se soit joint, dès le milieu des années 1920, au Parti communiste canadien (PCC), fondé dans l'illégalité en 1921 et membre de la III^e Internationale. En fait, il entre d'abord dans la Ligue de

la jeunesse communiste canadienne, proche de Moscou, qui reçoit ses orientations politiques de la haute direction de l'Union soviétique. Rose, qui est partisan de la Révolution russe comme facteur de transformation de la société canadienne, se trouve très tôt entouré de militants ouvriers aguerris, d'opposants à la participation du Canada à la Première Guerre mondiale et d'adeptes du socialisme autoritaire. Il bénéficie aussi de sympathies au sein de la communauté juive récemment immigrée à Montréal et dont une partie est gagnée à la cause du communisme. Dans le monde de langue yiddish qui émerge dans la métropole, les partisans de l'URSS forment un noyau dur doté de ses propres structures et qui souvent fonctionne dans la clandestinité.

Organisateur compétent et orateur convaincant, Rose fait rapidement son chemin au sein de l'organisation et se voit très tôt confier des responsabilités importantes. En 1928, il est secrétaire du PCC à Montréal et l'année suivante il est condamné à un mois de prison pour avoir participé à une manifestation ouvrière à Toronto, signe qu'il figure parmi les révolutionnaires au pays qui font l'objet d'une surveillance de la part de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Entre-temps, Rose est devenu citoyen canadien naturalisé et il a trouvé du travail en 1926 à Montréal comme apprenti électricien, métier qu'il va exercer tout au long des années 1930.

LA NÉBULEUSE DE L'ÉCOLE LÉNINE

Se produit alors un fait capital dans son cheminement politique et idéologique. Rose est invité par les autorités soviétiques à étudier à la fameuse école internationale Lénine de Moscou, lieu de formation des futurs cadres du Komintern et pépinière de l'élite politique communiste partout en Europe et aux États-Unis. Plusieurs de ses élèves deviendront des cadres de haut niveau dans l'administration des États sous influence soviétique qui apparaîtront en Europe de l'Est après 1945, dont Erich Honecker et Walter Ulbricht en République démocratique allemande, Josip Tito en Yougoslavie, Wladyslaw Gomulka en Pologne et Alexander Dubcek en Tchécoslovaquie. Rose part de Montréal en mai 1930 pour s'inscrire à l'école Lénine, où il s'initie aux rouages du système politique soviétique jusqu'en janvier 1931. Sans l'ombre d'un doute, cela place le jeune organisateur communiste canadien au plus haut dans les liens que les autorités du Komintern tissent à

Montréal au début de la période stalinienne. Le passage de Rose dans la capitale russe indique aussi à quel point il est dévoué à la cause et décidé à faire advenir au Canada, coûte que coûte, une structure sociale inspirée de l'URSS.

Les mois passés par l'apprenti-électricien à Moscou n'ont certes pas échappé aux enquêteurs de la GRC et Rose fait l'objet, après cette formation idéologique, d'une attention soutenue de la part du contre-espionnage canadien. En janvier 1931, il est arrêté pour avoir mené des activités liées à l'organisation de la classe ouvrière et condamné pour sédition. L'interpellation lui vaut un an de prison ferme. Rose n'échappe pas non plus, après 1936 à l'attention du régime Duplessis, qui tente par tous les moyens d'empêcher la propagation des idées de la gauche d'allégeance soviétique, notamment en promulguant en mars 1937 la *Loi protégeant la province contre la propagande communiste*, dite Loi du cadenas.

DANS LE SECRET DU NKVD

David Levy, qui est l'auteur en 2018 d'un ouvrage intitulé : *Fred Rose and Igor Gouzenko: the Cold War Begins*, croit que Rose devient, au cours des années 1930, un agent du NKVD, la police politique toute-puissante du régime stalinien. Voilà qui donne à croire qu'il était beaucoup plus intéressé au domaine politique à proprement parler, et moins de prime abord à la défense de la classe ouvrière canadienne. Les tâches que les hautes autorités soviétiques du NKVD assignent à leurs agents ont à faire avec l'espionnage industriel, l'obtention d'informations stratégiques sur le plan militaire et la surveillance du contexte politique dans les pays d'obédience capitaliste. Ils sont les yeux et les oreilles de l'URSS à l'étranger, forment une cohorte qui agit dans l'illégalité la plus totale et ne reçoivent aucune protection de leurs maîtres s'ils sont démasqués.

Rose et ses complices ont aussi pour tâche de transférer des fonds au Parti communiste américain, de loin plus important pour les Soviétiques que son pendant canadien, d'obtenir de faux documents et passeports pour des espions éventuels en transit vers les États-Unis et de recruter des sympathisants à l'influence soviétique dans des milieux gouvernementaux. En 1937, Rose va même jusqu'à convaincre des militants ouvriers de se joindre au bataillon Mackenzie-Papineau et de partir combattre en Espagne aux côtés des



Affiche de campagne de Fred Rose en yiddish « Folks farzamlung letoyves Fred Rose » ou « Une assemblée populaire en l'honneur de Fred Rose ». Affiche électorale convoquant le public à une manifestation en faveur de Fred Rose, candidat du Parti ouvrier progressiste. L'événement doit se tenir au Parc Jeanne-Mance (Fletcher's Field) tout près du monument de George-Étienne Cartier, le 21 juillet 1943, à l'occasion d'une élection partielle dans la circonscription électorale fédérale de Cartier. Rose sera élu pour la première fois au parlement fédéral le 9 août suivant avec 30 % des votes. (Archives juives canadiennes Alex Dworkin.)

républicains et des insurgés. Au Canada, les agents du NKVD risquaient beaucoup moins d'être découverts que ceux qui évoluaient au sein de la société américaine, nettement plus réfractaire à ce genre de pratique clandestine et plus portée à des formes primaires d'anticommunisme.

PREMIER DÉPUTÉ COMMUNISTE

La carrière de Rose prend un tournant décisif quand il se porte candidat à l'élection fédérale de 1935 dans la circonscription montréalaise de Cartier. À l'époque, il s'agit d'un territoire situé en plein cœur des quartiers immigrants de la ville et qui a comme artère principale le boulevard Saint-Laurent. C'est dans cette zone que résident la plupart des gauchistes d'origine juive, entre la rue Sherbrooke au sud et la rue Van Horne au nord.

On trouve aussi dans ce secteur un grand nombre de Canadiens français des couches populaires prêts à appuyer un travailleur. Rose obtient certainement l'accord de ses patrons politiques à Moscou pour se porter de l'avant aussi audacieusement en tant que représentant de la bannière communiste. Dans un milieu aussi engagé sur le plan politique, et où il réside depuis des décennies, le militant ouvrier a d'excellentes chances de faire bonne figure. Il obtient tout près de 20 % des votes à un moment où le taux de chômage est très élevé dans la ville et les conflits ouvriers

août 1939, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants de l'Allemagne nazie et de l'URSS signent un traité de non-agression connu sous le nom de pacte Ribbentrop-Molotov, ce qui fait des communistes canadiens des alliés objectifs d'Adolf Hitler. La riposte d'Ottawa ne tarde pas et le PCC est déclaré illégal en juin 1940, ce qui force Rose et ses principaux compagnons d'armes à entrer à nouveau dans la clandestinité. Ils se rendent finalement aux autorités canadiennes en septembre 1942 pour être aussitôt emprisonnés.



Chefs communistes au Québec. Cette photo prise en 1942 regroupe plusieurs responsables communistes influents autour de Fred Rose (1^{re} rangée en bas, deuxième position depuis la gauche). On aperçoit notamment Stanley B. Rierson ou Sam Carr, un autre membre du réseau dénoncé par Gouzenko. (Wikimédia.)

très présents sur la scène sociale. Il récidive au niveau provincial l'année suivante et recueille plus de 500 votes dans la circonscription de Montréal-Saint-Louis. La présence de Rose dans l'arène publique lui confère une certaine aura de respectabilité et fait croire que le PCC joue le jeu de la démocratie à une époque particulièrement difficile pour le prolétariat industriel.

Les tensions internationales ne tardent pas toutefois à rendre plus ardue partout dans le monde la tâche des adeptes de la III^e Internationale qui dépendent étroitement de l'aide de Moscou. En

CHANGEMENT DE CAMP

Or, entre-temps, en juin 1941, les forces armées allemandes envahissent le territoire soviétique, ce qui fait maintenant de Joseph Staline un allié stratégique de Londres et Washington. L'URSS n'est plus un ennemi à abattre, mais un puissant facteur dans la défaite militaire éventuelle de l'Allemagne nazie sur le front de l'est. Aussitôt le ton change complètement à Ottawa. Le gouvernement libéral de William Lyon Mackenzie-King autorise même en 1942 les Soviétiques à ouvrir une

mission diplomatique au pays, puis une ambassade deux ans plus tard. Tous les communistes canadiens regagnent leur liberté et cessent de faire l'objet de mesures répressives. Rose et ses compagnons sortent de prison sans procès en octobre 1942 et reprennent leurs activités d'avant-guerre.

Le décès en décembre du député de Cartier, Peter Bercovitch, donne l'occasion à Rose de faire campagne à nouveau lors de l'élection partielle fédérale qui suit. Porté par l'élan de sympathie qui se manifeste au Canada envers l'URSS, il obtient 30 % des voix et est élu en août 1943 sous la bannière du Parti ouvrier progressiste. Il est réélu à l'élection générale de juin 1945 avec cette fois 40 % des votes. Rose sera de fait le seul député « communiste » à siéger à Ottawa dans toute l'histoire parlementaire canadienne pour une courte période de vingt mois. Coup de théâtre, en février 1946, les journaux révèlent qu'un membre de l'ambassade soviétique a fait défection quelques mois plus tôt et a emporté une centaine de documents secrets. Sur les listes qu'Igor Gouzenko remet au gouvernement de Sa Majesté se trouvent les noms d'universitaires, de militaires et de fonctionnaires prêts à collaborer avec l'URSS.

LA SECONDE FACETTE DE FRED ROSE

Stupéfait, le contre-espionnage canadien prend alors conscience que le député Fred Rose figure au premier rang des complices du GRU, le service de renseignement militaire soviétique dirigé à Ottawa depuis 1943 par le colonel Nikolai Zabotin. L'affaire fait grand bruit sur la colline du Parlement. Rose est arrêté en mars 1946, puis accusé lors d'un procès retentissant d'avoir violé la *Loi sur les secrets officiels*. Inculpé par le professeur Raymond Boyer, qu'il a rencontré à quelques reprises en 1943-44 pour obtenir des détails sur la production d'un nouvel explosif de type conventionnel, le RDX, Rose est déclaré coupable et emprisonné de juin 1946 à août 1951.

Les preuves présentées contre Rose sont toutefois surtout circonstancielles, d'autant plus que l'accusé n'a pas les connaissances scientifiques suffisantes pour saisir les processus complexes utilisés dans la fabrication des armements, et encore moins dans la fission de l'atome. Selon toute vraisemblance, il sert surtout de « courrier » entre l'ambassade d'URSS et des savants disposés à

apporter une contribution décisive à l'arsenal des Russes. Mais il est trop tard pour Rose, que l'opinion publique a déjà condamné comme un traître à sa patrie, et il est bientôt pris dans un engrenage qui le mène à sa perte. Il est expulsé du parlement en janvier 1947, chassé du PCC à sa libération de prison et suivi à la trace par la GRC partout au pays. Même au sein de la communauté juive, les communistes perdent leur ascendant après les révélations de Nikita Khrouchtchev en 1956 sur les crimes commis par Staline contre l'élite juive soviétique.

Rose a 45 ans quand il quitte de son propre chef le Canada en octobre 1953 pour s'établir de manière définitive en Pologne, où il mènera jusqu'à sa disparition en mars 1983 la vie d'un petit fonctionnaire sans histoire. En avril 1957, le gouvernement de Louis Saint-Laurent, dans un ultime geste de censure politique, prend la décision sans précédent de lui retirer sa nationalité canadienne. Plus jamais Rose ne pourra revenir dans sa ville d'adoption qu'avait été Montréal.

Pierre Anctil est professeur titulaire au département d'histoire de l'Université d'Ottawa.

En savoir plus :

Pierre Anctil. *Histoire des Juifs du Québec*. Montréal, Les Éditions du Boréal, 2017, 498 p.

Robert Comeau, Bernard Dionne. *Les communistes au Québec, 1936-1956 : sur le Parti communiste du Canada/Parti ouvrier-progressiste*. Montréal, Les Presses de l'Unité, 1981 (2^e édition), 104 p.

Robert Comeau. *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*. Hull, Vent d'ouest, 1996, 425 p.

Marcel Fournier. *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*. Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 167 p.

David Levy. *Fred Rose and Igor Gouzenko: The Cold War Begins*. Montréal, Publié à compte d'auteur, 2018, 415 p.